

# À l'épreuve de la réussite

**Réussir, c'est possible.** Au collège Pablo-Neruda de Grigny, dans l'Essonne, plus des deux tiers des élèves vivent dans des familles pauvres, très pauvres. On y expérimente pourtant la réussite : en juin 2006, la quasi-totalité des anciens élèves de Pablo-Neruda, l'un des collèges de la ville, classé comme l'un des plus déshérités du pays, est passée de la seconde à la première générale, soit bien plus que la moyenne enregistrée dans le département, mieux que tous les résultats dans l'académie de Versailles. Notre reportage atteste de ce que cette réussite doit à une équipe éducative stable, soudée et disposant de moyens.

**Le procès de la démocratisation.** Sur fond de crise sociale, la démocratisation de l'École, qualifiée de « massification », est condamnée comme déqualifiante pour l'institution, les diplômés, les élèves. Cette fausse évidence, mélange de fatalisme et d'élitisme, se situe aux antipodes d'un avenir durable, d'un bien-être partagé, de l'intérêt commun. Mais elle flatte les intérêts de ceux qui ont toujours considéré l'éducation comme un luxe à ne pas mettre entre toutes les mains, particulièrement celles des plus défavorisés, des plus fragiles.

**Refonder la fonction enseignante.** Alors que la demande d'école n'a jamais été aussi forte, les enseignants ont le sentiment d'être abandonnés – voire même dénigrés – face aux difficultés qu'ils affrontent. Comment repenser le travail d'éducation, la formation, l'organisation du travail en équipe, encourager l'innovation ? Comment, enfin, rompre avec la restriction constante des moyens humains et matériels ? C'est l'objet de notre table ronde.

FABIEN COTTIEREAU / SUD-OUEST / MAXPPP



## SOMMAIRE

**COLLÈGE :  
RÉUSSIR, C'EST POSSIBLE**  
PAGES 19-21

**REPÈRES**  
PAGE 22

**POINT DE VUE DE PHILIPPE  
MEIRIEU : LA PÉDAGOGIE  
N'EST PAS UN GROS MOT**  
PAGE 23

**DÉMOCRATISATION,  
ENCORE UN EFFORT !**  
PAGES 24-25

**TABLE RONDE**  
PAGES 26-29



## Collège

# Réussir, c'est possible

Grigny, département de l'Essonne : ses cités, ses travailleurs pauvres, ses chômeurs, ses émeutes urbaines... Et ses jeunes qui réussissent là où on les attend le moins. En juin 2006, la quasi-totalité des anciens élèves de Pablo-Neruda, l'un des collèges de la ville, classé comme l'un des plus déshérités du pays, est passée de la seconde à la première générale : 87,9 % d'entre eux, très exactement, soit bien plus que la moyenne enregistrée dans tout le département, mieux que tous les résultats relevés dans l'académie de Versailles. « Une performance telle, raconte Véronique Josien,

professeure de mathématiques du collège en question, *que le proviseur du lycée nous a demandé de desserrer un peu les critères d'orientation en fin de troisième...* » Histoire singulière, diront certains. « *La démonstration de ce dont le collège est capable à condition de disposer de moyens* », rétorque celle qui est aussi secrétaire du Syndicat départemental de l'Education nationale-Cgt de l'Essonne.

Pablo-Neruda, c'est vrai, n'est pas un collège tout à fait comme les autres. L'équipe éducative est stable et soudée. Beaucoup d'enseignants ...

L'équipe éducative est stable et soudée. Beaucoup d'enseignants exercent dans l'établissement depuis des années. Longtemps classé en zone d'éducation prioritaire, il bénéficie du label « Ambition réussite ».

## Collège Réussir, c'est possible

... exercent dans l'établissement depuis des années. Longtemps classé en zone d'éducation prioritaire, il bénéficie du label « Ambition réussite ». Un dispositif qui, depuis la rentrée 2006, accorde aux deux cent quarante-neuf établissements de France les plus en difficulté des postes d'enseignants supplémentaires, des horaires aménagés,

des surveillants en plus grand nombre et un personnel médical renforcé pour relever tous les défis sanitaires et sociaux que créent la misère et l'exclusion. Lancée par le ministère de l'Éducation nationale au lendemain des émeutes de l'hiver 2005, cette initiative n'est pas sans poser quelques problèmes. Politiques, d'abord, puisque les aides qui ont été allouées aux établissements retenus l'ont été à budget égal, « c'est-à-dire en retirant au deux tiers des élèves scolarisés dans des établissements autrefois considérées comme prioritaires les moyens dont ils disposaient jusque-là », explique Véronique Josien. Plus prosaïquement,

ce label ignore les conditions, maintes fois répétées par les syndicats enseignants, nécessaires pour effectuer un travail de qualité. « Vingt-cinq élèves en moyenne par classe comme actuellement, c'est beaucoup trop pour accompagner tous les élèves : les bons comme les moins bons, sans en délaisser aucun », assure Claudia Torres, professeure d'espagnol. « Par ailleurs, poursuit-elle, il nous faut du temps pour nous coordonner, et nous n'avons pas à le faire en travaillant plus. » Emploi, conditions de travail, salaire, formation et qualification des personnels non statutaires : la réussite a un prix, affirme-t-elle. Elle a ses

exigences auxquelles le ministère de l'Éducation reste sourd.

« Dire vouloir faire de l'éducation une priorité, c'est bien. Mais il faut aller au bout du raisonnement, poursuit Véronique Josien. Or que constate-t-on ? Alors que les responsabilités qui nous sont confiées devraient être jugées capitales dans l'activité du ministère, nous ne disposons d'aucun cadrage, d'aucune formation pour accomplir notre tâche. Quid des enfants qui nous arrivent sans même savoir apprendre ? Comment tenir les cours avec ces jeunes qui arrivent en classe survoltés ? » Varier les supports ou faire de la géométrie un jeu d'enfants est un art qui ne s'improvise pas ; pas plus que de redonner confiance à des jeunes qui ont perdu toute confiance dans le monde des adultes. Et pourtant, les efforts de formation qu'elle et ses collègues seraient en droit d'attendre des autorités de tutelle ne suivent pas. Comme leurs homologues des centres-villes, les professeurs de Pablo-Neruda ont été formés pour enseigner, non pour éduquer. Par la force des choses, ils ont appris à assumer ces deux missions. « Mais si nous n'y étions pas parvenus ? demande Claudia Torres. On ne choisit pas d'être nommé à Pablo-Neruda. On apprend un jour que telle va être son affectation, et l'on s'y plie. Ça nécessite un accompagnement que l'on nous refuse. En l'état actuel des choses, c'est vrai, on s'en sort. Mais si l'on s'en sort à force de volonté et en bidouillant, ce n'est pas acceptable. »

Cette rentrée encore, Véronique Josien a eu du mal à trouver le sommeil les premiers jours de septembre. Et, à l'issue de la première réunion parents-professeurs, elle a décidé, une fois de plus, de ne pas rentrer directement chez elle. « C'est devenu ici une habitude. On se retrouve pour dîner et discuter entre profs avant de rentrer à la maison. Ce que nous entendons est souvent trop dur pour être digéré seul. » « Donner plus à ceux qui ont moins », disait vouloir faire Gilles de Robien en engageant les Zep dans une réforme de structure. Chiche ! répondent les enseignants. A condition que cette politique ne se fasse pas en retirant à d'autres les moyens qui leur étaient garantis ; à condition que la société consolide l'un des piliers de l'École : la mixité sociale qui la fonde. Au collège Pablo-Neruda de Grigny, plus des deux tiers des élèves vivent dans des familles pauvres ou très pauvres. La moitié affiche un an ou plus de retard à l'entrée en sixième. « Il y a encore quelques années, raconte Anne de Berranger, professeure d'appui en poste dans cet établissement, une certaine mixité sociale était assurée. Des cadres d'Air France habitaient la cité toute proche et scolarisaient ici leurs enfants. C'est fini. Nous réussissons à faire notre travail, c'est vrai. Mais demain, si la carte scolaire est encore assouplie,



BERTRAND BECHARD / MAXPPP



BERTRAND BECHARD / MAXPPP

**Le collège est à parfaire, mais chercher à y parvenir en flattant l'élitisme serait une grave erreur. Commençons par en finir avec cette sélection par l'échec sur laquelle il fonctionne en revalorisant l'enseignement professionnel...**

*qu'en sera-t-il? Nous ne pouvons travailler seuls à une égalité que tout contredit.* » Entre le 4 et le 30 septembre 2007, trente élèves ont encore réussi à s'inscrire dans des écoles avoisinantes, des collèges privés ou « mieux cotés ». Ces trente jeunes viennent s'ajouter à des dizaines d'autres déjà partis. Tous contribuaient à assurer un équilibre des niveaux indispensable à tout travail pédagogique de qualité. Cette réalité n'est plus. En 2010, la liste des établissements classés « Ambition réussite » sera révisée. En fonction des priorités budgétaires et politiques du moment, certains pourraient se voir retirer le label, d'autres le gagner. Trop performant, le collège Pablo-Neruda pourrait se faire dépouiller de ses aides. Défaillant ou déserté un peu plus par les parents, il pourrait être sanctionné pour insuffisance. L'éducation prioritaire comme un banal service qui pourrait se plier à cette logique comptable qui gangrène toute la fonction publique? « Cette politique nous mène tout droit

*vers un système à l'américaine avec, d'un côté, des écoles bien dotées, de l'autre, des écoles laissées à l'abandon. Effectivement, poursuit la syndicaliste, le collège est à parfaire, mais chercher à y parvenir en flattant l'élitisme serait une grave erreur. Commençons par en finir avec cette sélection par l'échec sur laquelle il fonctionne en revalorisant l'enseignement professionnel... Au lieu de cela, le gouvernement s'apprête à entériner cette logique qu'il dit vouloir combattre. »*

L'école comme un enjeu de société, comme un combat que le syndicalisme dans son entier devrait reprendre à son compte... L'enseignante n'en dira pas plus. Tout simplement livrera-t-elle encore ce souvenir : ce matin de septembre où une mère africaine lui a « confié » son enfant pour que le collège l'aide à devenir quelqu'un. Ce que cet élève est devenu, il est encore trop pour le dire... Mais un autre a grandi. Arrivé en France sans savoir parler un mot de français, aidé et soutenu par l'équipe du collège Pablo-Neruda, il a, après avoir obtenu avec brio un Bep, passé un bac professionnel de maintenance informatique et suit maintenant un Bts en alternance. « Si cela a été possible, c'est parce que jamais nous n'avons abaissé nos exigences. Parce que nous nous sommes toujours dit que, même à Grigny, les enfants pouvaient se construire un avenir dans un collège comme les autres en suivant les mêmes programmes que les autres. L'égalité des chances est à ce prix. On s'est donné les moyens de le démontrer. Il faut en tirer les leçons. »



**Martine HASSOUN**

**“DONNER PLUS À CEUX QUI ONT MOINS” : CHICHE ! RÉPONDENT LES ENSEIGNANTS. A CONDITION QUE CETTE POLITIQUE NE SE FASSE PAS EN RETIRANT LEURS MOYENS À D'AUTRES. À CONDITION ÉGALEMENT QUE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDE L'UN DES PILIERS DE L'ECOLE : LA MIXITÉ SOCIALE QUI LA FONDE.**

## biblio

## ÉCOLE, L'ENJEU DÉMOCRATIQUE

JEAN-PIERRE TERRAIL, LA DISPUTE.

L'auteur est un spécialiste des questions de l'école et de la formation. Auteur de nombreux ouvrages, il interroge l'hypothèse d'une contre-offensive au démantèlement et à la marchandisation de l'École. En multipliant les moyens ? Même s'il en faut beaucoup, les moyens restent précisément des moyens. En restaurant l'autorité des maîtres ? En trouvant, à l'inverse, de nouvelles recettes pédagogiques toujours plus « douces » pour des publics décrétés rétifs à l'abstraction ? Jean-Pierre Terrail dresse un état des lieux sans complaisance pour opérer un retour réflexif au cœur de l'acte d'enseignement, permettre d'imaginer les voies possibles de l'égalité scolaire.

## web

Le site du ministère, avec notamment, en vidéo, l'ensemble des auditions menées depuis le début d'octobre par la commission Pochard sur « La redéfinition de la condition enseignante » : < [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr) >.

Bibliographies, échanges et forums, en particulier sur l'indispensable site de Philippe Meirieu, porte d'entrée vers de nombreux liens : < [www.meirieu.com](http://www.meirieu.com) >.

Et aussi les sites de l'Unsen-Cgt : < [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr) >, de la Fsu : < [actu.fsu.fr](http://actu.fsu.fr) >.

Informations internationales sur l'éducation : < [www.eurydice.org](http://www.eurydice.org) > et < [www.oecd.org/edu](http://www.oecd.org/edu) >, notamment à l'origine du Pisa (Programme d'évaluation comparative des systèmes éducatifs).

## MATERNELLE

## Pas de conduite fait salle comble

Il y a deux ans, le collectif Pas de conduite est créé par des professionnels de la petite enfance, en réaction à un rapport de l'Inserm préconisant des méthodes controversées pour dépister chez les enfants, dès leur plus jeune âge, des « troubles des conduites » annonciateurs de délinquance. Une pétition signée par deux cent mille personnes contraint l'Inserm à reconnaître le parti pris de cette étude, ce qui refroidit provisoirement les ardeurs des décideurs tentés par la stigmatisation et le fichage des enfants qui bénéficient de suivis psychosociaux. Mais le collectif poursuit sa réflexion et reste vigilant. Le 10 novembre dernier, un millier de personnes ont participé à Paris à son 2<sup>e</sup> col-

loque, sur le thème « Enfants turbulents, l'enfer est-il pavé de bonnes préventions? », réunissant l'ensemble des acteurs concernés (neurobiologistes, généticiens, professionnels du soin et de la prévention, enseignants, psychanalystes, spécialistes des sciences de l'éducation et représentants d'associations familiales). Tous ont rappelé qu'on ne peut traiter de façon simpliste, et encore moins répressive, la question des enfants « turbulents ». Face à ces enfants en souffrance, les réponses sont multiples et relèvent de choix sociétaux et politiques toujours orientés vers plus de prévention et non vers un simple souci de contrôle social. Plus d'infos : < [www.pasdeconduite.ras.eu.org](http://www.pasdeconduite.ras.eu.org) >.

## ÉCHEC SCOLAIRE

## "Chagrin d'école" partagé

Daniel Pennac n'avait pas besoin du prix Renaudot pour (re)trouver ses lecteurs – son dernier ouvrage est devenu un *best-seller* en quelques jours –, mais cette récompense et le surcroît de succès qui l'accompagne l'auront sans doute fait sourire : dans *Chagrin d'école*, l'écrivain revient avec humour sur son passé pourtant douloureux de cancre. Convoquant ses souvenirs, ainsi que de multiples références à sa pratique d'enseignant, il revient sur les difficultés mais aussi sur les réussites de ses élèves. Il soutient notamment que le principal handicap des profs est qu'ils ne sont pas pré-

parés au « *conflit entre la connaissance telle qu'elle se conçoit et l'ignorance telle qu'elle se vit* », en particulier parce que les enseignants sont rarement d'anciens élèves ayant connu l'échec scolaire... Lui s'est retrouvé professeur de français à la suite d'heureux hasards, mais surtout après s'être sorti du rôle de cancre grâce à quelques enseignants qui lui ont fait entrevoir le plaisir de comprendre et d'apprendre... parfois même sans se rendre compte de l'effet qu'ils avaient produit chez l'adolescent Daniel Pennac ! Daniel Pennac, *Chagrin d'école*, Gallimard, octobre 2007.

## EXCLUSION

## La scolarisation n'est plus une protection

La chasse aux sans-papiers n'a fait que s'intensifier ces derniers mois, le ministre en charge des expulsions, Brice Hortefeux, étant tenu de présenter des statistiques honorables en décembre. Les parents étrangers d'enfants scolarisés – voire même nés en France – ne sont plus guère protégés, comme en attestent les nombreux témoignages affligeants répertoriés par le Réseau éducation sans frontières. La répression a également pris de l'ampleur à l'égard des citoyens de nationalité française ayant osé s'opposer aux forces de l'ordre lors d'interpellations ou d'expulsions. Plusieurs d'entre eux sont en instance de

jugement et encourent de lourdes amendes et des peines de prison, dont François Auguste, vice-président de la région Rhône-Alpes, ou Florimond Guimard, instituteur à Marseille. Resf, qui a reçu à la fin d'octobre une récompense de la Communauté européenne pour son action, lance actuellement un « Manifeste des innombrables », engageant les signataires à refuser la chasse aux sans-papiers et les expulsions autoritaires, au nom des principes élémentaires des droits de l'homme, quitte à passer devant un tribunal. Tous les détails sur < [www.educationsansfrontieres.org](http://www.educationsansfrontieres.org) >.

## SOUTIEN SCOLAIRE

## La prime aux plus riches

En attendant que les dispositifs de soutien scolaire aux élèves en difficulté soient réellement mis en place pour tous les enfants qui en ont besoin (à la rentrée 2008 pour l'ensemble des collèves et à la rentrée 2009 dans le primaire), le marché des cours particuliers est florissant. Mais, actuellement, seules les familles qui en ont les moyens ont recours aux – très chers – services proposés par une multitude d'organismes privés à leur disposition. Des établissements qui bénéficient d'un curieux coup de pouce de l'Etat,

puisqu'un de leurs principaux arguments de vente est que les familles peuvent déduire de leurs impôts la moitié des sommes dépensées, ce qui représente jusqu'à 6 000 euros et, dans certaines conditions, 7 500 euros de crédit d'impôt. Les familles non ou peu imposées qui y ont tout de même recours paient en revanche plein pot, sans bénéficier de cette ristourne puisque, malgré ses promesses, le gouvernement n'a toujours pas mis en place un autre système d'aide que le crédit d'impôt... ◀



COUDERC / PHOTOPQR / LA MONTAGNE / MAXPPP

## point de vue PHILIPPE MEIRIEU

PÉDAGOGUE, PROFESSEUR EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION, EX-DIRECTEUR DE L'IUFM DE LYON

Propos recueillis par Valérie GÉRAUD

# La pédagogie n'est pas un gros mot

Face à une tâche qui s'avère de plus en plus complexe, comment mieux former les enseignants ? Comment les remobiliser et leur redonner confiance ?

« **La démocratisation du système scolaire est en cours**, même si subsistent encore trop d'injustice et de fatalité sociale. C'est un chemin long et difficile mais, comme aux Jeux olympiques, ce sont les dernières secondes qui comptent. La tentation existe de ne pas entraîner dans le mouvement les 15 % d'élèves encore en grande difficulté. La France peut pourtant choisir de se donner les moyens de mener tous les jeunes jusqu'au bout, de les faire tous accéder aux fondamentaux. Mais la société renvoie des signes préoccupants sur le rôle qu'elle attribue vraiment à l'école et aux enseignants. Malgré les discours, ils n'apparaissent pas au cœur du projet social actuel. Pas étonnant que les enseignants doutent de leur utilité et souffrent d'un manque de reconnaissance. De fait, le métier d'enseignant est perçu comme risqué et peu attractif, en particulier dans le secondaire, où les vocations se font rares : dès le premier poste, les jeunes enseignants sont généralement envoyés dans des établissements difficiles, loin de chez eux, et pour un salaire moyen de niveau bac + 3 alors qu'ils pourraient prétendre à un niveau bac + 5. Alors, pour un jeune qui aime les maths, il y a plein d'autres métiers possibles... »

« La tâche des enseignants s'avère d'autant plus complexe que les exigences des parents sont plus grandes et les enfants soumis à des situations sociales les rendant moins accessibles au travail scolaire. Les élèves de 6<sup>e</sup> ont perdu une heure trente de sommeil en trente-cinq ans ; du temps que, pour l'essentiel, ils passent devant la télévision : comment les convaincre que ce n'est pas par la Star Ac' mais par le travail que l'on réussit ? »

« On peut certes se féliciter d'une montée des vocations chez des adultes qui ont déjà eu une vie professionnelle et manifestent le désir de transmettre leurs connaissances. Il faut trouver des aménagements pour ne pas les pénaliser du point de vue financier ni en termes de carrière ou d'ancienneté.

Le système scolaire doit saisir cette chance de s'enrichir de leur apport, ancré dans la diversité des expériences humaines et professionnelles. On devrait tendre vers une société où tout professionnel pourrait transmettre à des jeunes ce qu'il sait. Il faudrait intégrer ce type de scénario à une réflexion plus globale sur le chômage ou sur le partage du temps de travail en temps de formation, temps de transmission, etc.

« Que faudrait-il, par ailleurs, pour mieux former les enseignants ? Certainement pas les deux années coupées par un concours instaurées dans les Iufm. Elles se traduisent par une année de bachotage, suivie d'une année de formation trop courte, toujours plus amputée par des temps « en responsabilité », c'est-à-dire en situation d'enseignement dans les classes en manque d'enseignants. La formation professionnelle s'avère en réalité très pauvre pour ce qui concerne la pédagogie au sens large : comment s'exprimer face à groupe, obtenir le calme et l'écoute des élèves, les accompagner, les aider dans l'acquisition et l'utilisation de leurs connaissances ? Il s'agit à la fois de gérer une classe, d'être en capacité de prévenir des tensions, des conflits, mais aussi de comprendre les difficultés de chaque élève dans sa nature propre. Lequel a juste besoin de soutien, lequel est en échec et a besoin que l'on s'intéresse à lui d'une autre manière... Les enseignants ne savent pas grand-chose non plus de l'orientation, alors qu'ils en sont des acteurs incontournables, en particulier les professeurs principaux ; ni comment accueillir les parents et établir un climat de confiance avec les familles. Face à tant de défis, certains se sentent vite isolés, démunis, excédés. Dans ce contexte, apprendre à travailler en groupe, par exemple, cela permettrait indéniablement non pas de travailler plus, mais de travailler mieux.

« J'ai été auditionné par la commission Pochard sur la refondation de la condition enseignante. Comment remobiliser les enseignants et leur redonner confiance ? En leur proposant de véritables projets, et pas des aménagements techniques. Par exemple, pourquoi pas la polyvalence ? Mais alors, que les enseignants volontaires bénéficient de contreparties valorisantes, en termes de formation ou de temps libre notamment. Ce n'est pas qu'une question de moyens, mais de choix politique. Investir dans l'éducation aujourd'hui, c'est économiser sur l'avenir. Plus on est éduqué, moins on a de probabilité d'être au chômage, de commettre des délits, etc. Le coût annuel d'un prisonnier en France est supérieur au salaire annuel d'un travailleur social. Nous n'avons plus qu'à miser sur l'intelligence de nos dirigeants. »

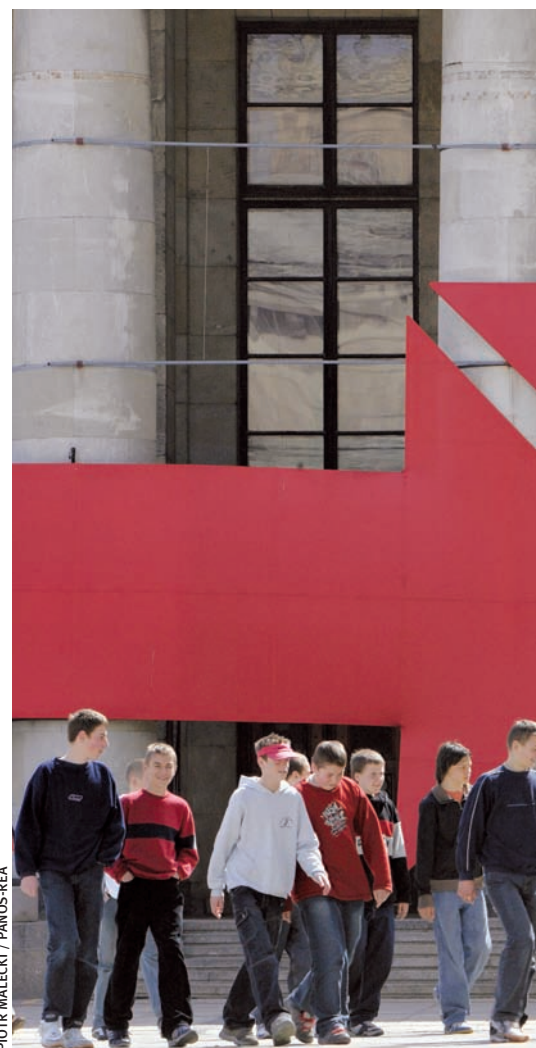
Dernier ouvrage paru : « Pédagogie, le devoir de résister, dix renversements nécessaires pour construire une école démocratique », éd. Esf, août 2007, 127 pages, 9,90 euros.

# Démocratisation,

Sur fond de crise de l'emploi, le regard porté sur l'École se modifie ainsi que la formulation des attentes sociales. Cette formulation devient un enjeu en soi en rebattant les cartes du partage de la raison : les têtes bien remplies seraient trop nombreuses ou encore trop difficiles à bien remplir...

**V**oulez-vous vraiment des enfants idiots ? » « L'enseignement en détresse », « Chaos pédagogique », « L'école, usine à chômeurs », « La fabrique du crétin », « L'enseignement mis à mort », « Ignare Academy: les naufrages de l'enseignement », « Qui a eu cette idée folle un jour de casser l'école ? »... Cette litanie (1984-2005), fort incomplète, des ouvrages consacrés à la crise de l'école donne surtout la mesure de la dénonciation de sa démocratisation. Ce processus, qui débute au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, accompagne en Occident les révolutions industrielles, l'explosion des savoirs et des technologies, et assied un mouvement effectif d'égalité sociale et politique au sein de sociétés qui se réclament d'idéaux démocratiques tout en restant profondément inégalitaires, voire discriminantes.

Le procès de cette démocratisation, souvent qualifiée avec mépris de « massification », s'appuie évidemment sur un dossier qui va du simple incident à des problèmes structurels réels et majeurs. Sont régulièrement invoqués pour en nourrir les actes une école du passé, largement mythifiée, une culture en dérive, des diplômés dévalués par leur inflation, une insertion professionnelle rendue douloureuse par manque de pertinence de la formation. La démocratisation est alors dénoncée comme le pire ennemi de ceux-là mêmes qu'elle prétendait défendre : les plus défavorisés, les plus fragiles <sup>(1)</sup>. La conclusion s'impose alors d'elle-



PIOTR MALECKI / PANOS-REA

## savoir plus

« La démocratisation de l'enseignement n'a pas simplement amélioré l'accès à l'emploi, elle a essentiellement augmenté l'accès aux emplois les plus qualifiés, les emplois de cols blancs. Les cohortes les plus récentes ne sont donc pas reléguées vers des formes de plus en plus sous-qualifiées d'emploi. Elles accèdent au contraire de plus en plus massivement aux postes d'encadrement.

» Certains objecteront que les emplois de cols blancs ont perdu leur statut privilégié au fur et à mesure qu'ils se multipliaient. C'est sans doute en partie vrai, même si les enquêtes sur les conditions de travail n'indiquent pas

vraiment d'effritement de ce type. Les emplois cadres et professions intermédiaires ont par ailleurs été beaucoup moins touchés par la montée des contrats précaires que les emplois d'ouvriers ou d'employés. L'analyse de la proportion de jeunes actifs sous contrat à durée déterminée quatre ou cinq ans après la sortie de l'école révèle une complète stabilité à partir des générations du milieu des années 1960, après une forte hausse pour les générations les plus anciennes. »

Extrait de *La Nouvelle Question scolaire*, les bénéfices de la démocratisation, Eric Maurin.

même : il faut, pour cause de gâchis, « rompre » avec la démocratisation scolaire.

Le processus démocratique, fort tardif et fort lent en France, ne mérite pourtant pas ce tombereau d'indignité, tout au contraire. Même si, dans les faits, « la sélection des meilleurs » domine encore largement « la promotion de tous », le bilan apparaît largement positif. Pour les individus et pour la société. Contrairement aux visions catastrophistes qui ont cours, le niveau ne baisse pas ; malgré le chômage et les politiques d'entreprises, la qualité de l'insertion professionnelle et les carrières sociales ont évolué plus favorablement que pour les générations qui ont été privées de cette démocratisation.


Le processus de qualification des emplois n'en est par ailleurs qu'à ses débuts ; les évolutions scientifiques et technologiques conduisent à une société de la connaissance où l'apprentissage (au sens d'éducation) sera récurrent. Mais il ne peut l'être de

# encore un effort !



On voit s'installer  
des normes construites  
sur l'efficacité concurrentielle  
et son corollaire :  
la réussite individuelle.

minisme mais d'un rapport de forces sociales. En revanche, ils devront, les uns et les autres, relever de hauts niveaux de qualification, ne serait-ce que pour rester en phase avec l'évolution générale du contexte social dans lequel ils s'exerceront. Ces problématiques se retrouvent dans tous les pays de l'OCDE ; même avec des réalités socioculturelles historiques et politiques fort différentes, le bilan des pays nordiques (Suède et Finlande) nous indique sans conteste que les jeunes issus de milieux modestes ont connu des carrières bien meilleures après le passage au collège unique. On constate de même, en France, un lien net entre la réforme de la fin des années 1980 et la situation professionnelle des jeunes sur le marché du travail. La démocratisation du lycée qui s'est accomplie à cette époque s'est accompagnée d'une baisse du taux de chômage à l'entrée du marché du travail ; sa mise entre parenthèses dix ans plus tard a eu les effets inverses.

C'est d'ailleurs bien sur cette toile de fond que l'échec scolaire, massif dans notre pays, est immédiatement perçu comme une sanction sociale, une mécanique discriminante, un encouragement ciblé à ne pas poursuivre des études implicitement considérées comme un risque social. Il est hautement significatif à cet égard que, après les émeutes urbaines de 2005, les deux seules mesures phares préconisées pour les jeunes aient été la remise en cause de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et l'invention du Cpe dans le cadre de la fameuse loi « prévention de la délinquance »... A l'autre bout de la chaîne, l'Université essuie de profondes remises en cause de sa démocratisation ; au nom de la défense des diplômes, d'une mise en ordre des filières, on voit s'installer des normes construites sur l'efficacité concurrentielle et son corollaire : la réussite individuelle. C'est l'un des enjeux du mouvement qui a agité l'Université contre la loi Pécresse. Si elle devait se confirmer, cette régression libérale serait lourde de conséquences sur l'emploi, sa qualification, mais aussi sur les comportements individuels vis-à-vis des collectifs de travail... 

Louis SALLAY

façon efficace que sur la base d'un socle solide et le plus élevé possible pour le plus grand nombre.

La pertinence face aux appareils de production, « l'employabilité », pour utiliser un terme controversé, sont à ce prix <sup>(2)</sup>. Au-delà, et sauf à considérer les forces productives figées dans un *statu quo* permanent, c'est une condition indispensable pour s'inscrire dans une dynamique de création : création de nouveaux secteurs, de nouvelles organisations du travail, de nouveaux emplois. On y objecte souvent le fait que les emplois issus des révolutions technologiques et de l'augmentation de la productivité sont rares ; on n'en aurait plus besoin, dans l'avenir, qu'en petit nombre pour un grand nombre d'emplois de services, de proximité, d'aides à la personne, faisant appel à de plus faibles niveaux de qualification. Ce qui est en cause, ici, c'est le niveau de reconnaissance de ces emplois – les premiers comme les seconds – qui ne relève d'aucun déter-

(1) On lira avec beaucoup d'intérêt et de plaisir l'ouvrage de Philippe Meirieu, « Ecole : demandez le programme », publié chez Esf éditeur.

(2) Sur les rapports école-emploi, se reporter à l'ouvrage d'Eric Maurin, auquel nous empruntons ici beaucoup : « La Nouvelle Question scolaire, les bénéfices de la démocratisation », paru au Seuil.



PARTICIPANTS

**GHYSLAINE RICHARD,**  
MEMBRE DE LA COMMISSION  
EXÉCUTIVE CONFÉDÉRALE  
ET ANIMATRICE DU GROUPE  
ÉCOLE DE LA CGT.

**DENIS BAUDEQUIN,**  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE L'UNSEN-CGT  
(UNION NATIONALE DES  
SYNDICATS DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE-CGT).

**PHILIPPE GOÉMÉ,**  
PROFESSEUR AU LYCÉE  
INTÉGRAL JEAN-LURÇAT  
(PARIS) ET MEMBRE  
DU BUREAU DE LA FESPI  
(FÉDÉRATION DES  
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES  
PUBLICS INNOVANTS) <sup>(1)</sup>.

**JÉRÔME DEAUVIEAU,**  
SOCIOLOGUE  
AU LABORATOIRE  
« PROFESSIONS,  
INSTITUTIONS,  
TEMPORALITÉS » DU CNRS,  
MAÎTRE DE CONFÉRENCES  
À L'UNIVERSITÉ DE  
VERSAILLES-SAINT-QUENTIN <sup>(2)</sup>.

**VALÉRIE GÉRAUD,**  
"OPTIONS".

LA RÉFORME  
BERTHOIN, DANS  
LES ANNÉES 1960,  
A ÉTÉ PROMUE  
PAR LE PATRONAT  
POUR GAGNER  
LA GUERRE  
ÉCONOMIQUE.  
AUJOURD'HUI, LE  
GOUVERNEMENT  
ET LE PATRONAT  
PENSENT QUE  
L'ACCÈS DE TOUS  
AU SECONDAIRE  
N'EST PLUS  
NÉCESSAIRE.

(1) < [www.fespi.org](http://www.fespi.org) >

(2) Son nouvel ouvrage, à paraître  
en 2008 aux éditions La Dispute dans  
la collection « L'enjeu scolaire » :  
*Enseigner dans le secondaire,  
les nouveaux professeurs face aux  
difficultés du métier.*

# Table ronde

## Quels enseignants

**Alors que la demande d'école n'a jamais été aussi forte, les enseignants ont le sentiment d'être abandonnés – voire même dénigrés – face aux difficultés qu'ils affrontent. Comment repenser le travail d'éducation, la formation, l'organisation du travail en équipe, encourager l'innovation ? Comment, enfin, rompre avec la restriction constante des moyens humains et matériels ?**

– **Options** : Après trois mois d'auditions, la commission Pochard doit remettre ses propositions pour « *refonder la condition enseignante* ». Les réformes déjà annoncées par le gouvernement vous semblent-elles susceptibles de répondre au mal-être actuel des enseignants et à la panne perceptible du système scolaire ?

– **Denis Baudequin** : Le mot panne me convient assez. Je ne crois pas à un âge mythique où l'École aurait été celle de la réussite pour tous mais, depuis quinze ans, elle participe à l'accentuation des inégalités territoriales et sociales, qui se traduisent par un pourcentage préoccupant de sorties sans qualification du système scolaire. Les enseignants ont l'impression qu'on les laisse seuls affronter ce constat et, même s'ils arrivent encore à faire face, beaucoup finissent par douter de leur capacité à faire réussir leurs élèves. Un certain fatalisme, intégré par l'institution malgré les affichages de principe, impose l'idée que tous les enfants ne peuvent pas réussir. L'apprentissage junior, instauré par Robien avant qu'il ait été contraint de l'abandonner, en est une des illustrations caricaturales : les élèves qui ont « *l'intelligence de la main* » et pas celle de la tête pourront mieux s'y épanouir... Même si l'on peut partager des constats, notamment sur les difficultés du collège unique, on ne peut cautionner les réponses actuelles.

– **Jérôme Deauvieu** : L'Éducation nationale arrive au bout d'une force propulsive qui a indéniablement démocratisé la scolarisation. Rappelons que, en 1945, 4 % d'une génération accédait au bac, pour un peu plus de 60 % aujourd'hui. Ce processus n'a pas empêché qu'actuellement, à l'âge de trente ans, 8 % des enfants d'ouvriers ont obtenu un niveau supérieur ou égal à la licence, pour 50 % des enfants de cadres. Mais le plus préoccupant, c'est la difficulté scolaire : une part non négligeable des générations sortant de l'École ne s'est pas approprié les savoirs de l'écrit. L'école unique n'a pas construit l'école commune qui ouvrirait à tous un égal accès au savoir, et les enseignants sont en pre-

mière ligne pour gérer ce gâchis social et humain, ce qui engendre chez eux aussi beaucoup de souffrance. Face aux difficultés, les derniers gouvernements ont penché en faveur d'une remise en cause du principe de scolarité longue. Là encore, un petit retour historique s'impose. Ce n'est pas pour combattre les inégalités que la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans a été instaurée ! La réforme Berthoin, dans les années 1960, a été encouragée par le patronat, qui pensait nécessaire d'élever le niveau moyen des connaissances pour gagner la guerre économique. Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat pensent que l'accès de tous à l'enseignement secondaire n'est plus nécessaire et coûte trop cher... Pour les partisans de la démocratisation, la situation est grave.

– **Ghyslaine Richard** : L'École n'est pas en dehors de la société, et c'est la société tout entière qui est en panne ! Dans l'Éducation, ce manque d'ambition se traduit par des réductions massives de postes, la suppression de temps de scolarité, la volonté de revenir à des orientations précoces. Il faut être plus ferme sur la demande si l'on veut relancer la machine et permettre aux enfants de ce pays d'avoir prise sur leur avenir. A la Cgt, nous pensons que chacun doit être en capacité tout au long de sa vie de se former, c'est-à-dire de disposer de tous les outils intellectuels nécessaires pour évoluer dans sa vie personnelle et professionnelle. Chaque enfant doit donc avoir la meilleure scolarité possible, et nous ne devons pas baisser les bras face à l'échec scolaire. Certes, la population accrédite l'idée que l'École ne répond plus aux besoins d'aujourd'hui, qu'elle devrait avoir d'autres méthodes, et il y a sans doute une part de vrai dans ce discours. L'École est parfois contestée, par les parents et par les élèves eux-mêmes, et les enseignants en font parfois les frais dans les situations les plus extrêmes. Pourtant, l'École reste une valeur forte. Il nous faut porter l'idée que tout n'a pas été essayé pour relancer la dynamique.

– **Philippe Goémé** : Moi qui travaille exclusive-

# pour quelle école ?



THIERRY NECTOUX / CHAMBRENOIRE

ON NE PEUT PAS SE LIMITER AUX PROBLÈMES MATÉRIELS, LES QUESTIONS "PÉDAGOGIQUES" ONT ÉTÉ SOUS-DÉBATTUES CES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES, LES RÉFORMES AYANT PORTÉ SUR LES STRUCTURES, PAS SUR LES CONTENUS, LES OBJECTIFS ET LE "COMMENT FAIRE".

ment avec des élèves décrocheurs, je peux vous affirmer que la demande d'école n'a jamais été aussi forte. Ces élèves veulent revenir, se raccrocher à l'École et en obtenir une reconnaissance. Mais l'institution ne donne pas aux enseignants les moyens de répondre à leurs missions, et je ne parle même pas des moyens matériels, mais avant tout qualitatifs. Aujourd'hui, encore moins qu'avant, un enseignant ne peut se contenter de dispenser son cours comme une simple prestation. Cela pourrait peut-être convenir à certains élèves ou aux familles aux comportements les plus consommateurs. Mais cette vision relève d'une conception magique de la transmission des connaissances, comme le dit Philippe Meirieu : le professeur parle, les élèves apprennent. La réalité est beaucoup plus complexe, nos pratiques et nos discours véhiculent des valeurs, qui conditionnent les apprentissages : le souci d'égalité d'accès à la connaissance, de transmettre le désir d'apprendre, etc. C'est en réaffirmant ce qui fonde notre métier que l'on pourra reconstruire des alternatives, mais les enseignants ne sont pas d'accord sur ce qui fonde « le cœur du métier ».

– **Options :** Tout n'a pas été tenté pour assurer la réussite de tous les élèves, il faut continuer à défendre les principes d'une école ouverte et s'appuyer sur le métier d'enseignant. Mais sur ce dernier point, en effet, vos approches ne sont pas forcément consensuelles...

– **Jérôme Deauvieux :** On ne peut pas se limiter aux problèmes matériels, les questions « pédagogiques » ont été sous-débatues ces trente dernières années, les réformes ayant porté sur les structures, pas sur les contenus, les objectifs et le « comment faire », ou alors ils ont été confisqués par les experts. Les enseignants doivent se les réapproprier. Les échanges seront difficiles, car les oppositions sont tranchées sur ce que doit faire un enseignant, mais il devient indispensable d'explicitier les pratiques enseignantes, même si les principaux intéressés peinent parfois à opérer ce retour sur soi. Pour moi, la réflexion pédagogique doit bien porter sur le processus de transmission des savoirs, qui n'a rien d'évident. Certains mouvements pédagogiques ont opéré des glissements vers l'idée que la diversité des publics empêcherait cet objectif. Dans la relation avec un élève, il se passe évidemment autre chose que la transmission des savoirs, mais la première souffrance individuelle, et au fond le premier scandale, c'est cette mutilation : ne pas savoir lire et écrire à treize ou quatorze ans. Je crois à l'éducabilité de tous. L'équipement cognitif d'un enfant est le même, même s'il n'a pas les mêmes atouts en fonction de son environnement social ou familial. C'est le parti pris de certains systèmes, comme en Finlande, où l'école est commune, sans évaluation et donc sans sélection. Les enseignants doivent réfléchir collectivement sur le cœur de leur métier : permettre à tous une appropriation des savoirs. C'est d'abord et avant tout sur ces points qu'il faut nous mobiliser.

– **Denis Baudequin :** La formation des enseignants ne les prépare pas à ce qui les attend. Travailler en équipe, concevoir des projets pluridisciplinaires, ça s'apprend, et c'est sans doute plus efficace que d'attendre les situations d'urgence pour envoyer dans certains établissements des « renforts extérieurs ». Des jeunes enseignants renoncent à ce métier dans leurs premières années d'exercice. La restriction constante des moyens humains et matériels a contribué à ces difficultés et ne les aide pas à répondre aux exigences de suivi personnalisé des élèves, d'échange avec les familles, etc. Cela ne facilite pas non plus la nécessaire stabilisation des équipes. A l'Unsen, nous n'avons pas de tabou. Par exemple, nous ne sommes pas hostiles à une « diversification » des tâches, mais elle

## Table ronde Quels enseignants pour quelle école ?

IL S'AGIT DE LIBÉRER AU NIVEAU DES ÉQUIPES DES CAPACITÉS À MENER DES PROJETS. IL FAUT ÊTRE FERME SUR LES OBJECTIFS, LES VALEURS QUE DÉFEND L'ÉCOLE, LES COMPÉTENCES À ACQUÉRIR, LA PROGRESSION DES ÉLÈVES ; MAIS SOUPLE SUR LES MOYENS PÉDAGOGIQUES POUR Y ARRIVER.

- ... modifie le travail de l'enseignant et exige un débat, pour que soit notamment examiné ce que cela change en termes de temps ou de charge de travail et, c'est la moindre des choses, en termes de reconnaissance. Car justement, les enseignants sont à un point de rupture, et la question des moyens matériels et financiers ne peut être éludée, ne serait-ce que du point de vue des carrières qui stagnent ou des salaires – avec un pouvoir d'achat en baisse de 10 à 20 % ces vingt dernières années.

Les enseignants seraient davantage motivés si le gouvernement ne cherchait pas simplement à leur en faire faire plus avec toujours moins de moyens, tout en délivrant des messages rétrogrades, comme sur la méthode globale de lecture, ce qui traduit par ailleurs une méconnaissance totale des pratiques réelles. Ou en mettant en exergue les efforts des grandes écoles pour intégrer les meilleurs élèves des Zep, signifiant que l'École est un vecteur de réussite... pour ceux qui le « méritent ». Ou en décrétant la fermeture des écoles le samedi. On pourrait aussi être d'accord sur l'inutilité des redoublements, encore faudrait-il utiliser les outils disponibles, dont les cycles, pour remédier aux situations d'échec. Même chose pour l'autonomie : s'il s'agit, avec le même budget, de sacrifier certains enseignements pour en renforcer d'autres, quelle est la garantie de mieux-être scolaire pour ceux qui en ont le plus besoin ?

– **Philippe Goémé :** A mes yeux, le débat a régressé du fait que la pédagogie n'est même plus reconnue comme un outil indispensable. Les jeunes enseignants sont recrutés sur leurs connaissances académiques et didactiques, c'est-à-dire leur capacité à assimiler des techniques de transmission des savoirs censées être opératoires sur n'importe quel élève. Aujourd'hui, les enseignants craignent une « multiplication des tâches ». De mon point de vue, il faudrait parler d'enrichissement du travail, qui serait possible si les profs acceptent de ne pas se réfugier dans le savoir uniquement. Enseigner, c'est aussi connaître l'enfant, le voir vivre, mener une réflexion éducative



THIERRY NECTOUX / CHAMBRENOIRE

Philippe Goémé.



THIERRY NECTOUX / CHAMBRENOIRE

Denis Baudequin.

et des projets collectifs porteurs d'émancipation par la connaissance. On est loin du « programme à terminer » coûte que coûte.

Le problème, c'est que, pour l'instant, les innovations sont tolérées si elles restent marginales et ne coûtent rien. Pourtant, chaque situation a sa réponse spécifique, adaptée à un moment, à un public et à un endroit donnés. Une offre identique n'a rien d'égalitaire, mais donnez à chaque équipe, localement, le choix de réfléchir à un dispositif qui permettra à ses élèves d'avancer, d'être suivis individuellement, et les idées surgiront ainsi que les améliorations qualitatives.

Je peux témoigner de mon vécu au sein d'une structure expérimentale – intégrée à un lycée classique et relevant de l'Education nationale. Nous sommes un groupe de dix enseignants volontaires et cooptés par l'équipe, soudés autour d'un projet de prise en charge globale d'une centaine de jeunes décrocheurs qui ont exprimé le besoin de revenir à l'école. Ils disposent d'une année pour réaliser leur projet de formation, se remettre à niveau et réintégrer une filière scolaire ou professionnelle. Cela passe aussi par arriver à l'heure, avoir un rapport à l'adulte et à l'autre compatible avec l'échange et l'apprentissage, etc. Chaque élève a un tuteur, qui fait le lien avec la famille et le réseau d'aide sociale et psychologique. Nous sommes présents trente heures sur huit demi-journées. Nous enseignons dans des modules qui ne correspondent pas toujours à notre discipline. Prof d'éco, j'enseigne les sciences humaines, le prof d'Eps intervient aussi sur la biologie et les maths, un prof de Plp lettres-histoire enseigne l'espagnol. Nous prenons également en charge les fonctions administratives et de vie scolaire. Nous ne coûtions pas plus cher par lycéen que d'autres établissements secondaires, outre un financement complémentaire de la Région.

Ces types d'expériences sont régulièrement suivis et validés par l'institution, qui les met en exergue quand ça l'arrange. Notre structure n'est pas for-

IL NE FAUT PAS CROIRE QUE LES ENSEIGNANTS NE S'ENGAGENT PAS POUR LA RÉUSSITE DE LEURS ÉLÈVES, SOUVENT BIEN AU-DELÀ DE LEUR TEMPS DE SERVICE RECONNU. ILS SONT DÉJÀ NOMBREUX À INNOVER, À ADAPTER LEURS MÉTHODES POUR FAIRE AVANCER LES ÉLÈVES ; SINON, LE SYSTÈME SERAIT ENCORE PLUS MAL-EN-POINT.

cément transposable, mais avec une réussite indéniable (55 % de ces élèves perdus obtiennent leur diplôme), elle témoigne que, en faisant autrement pour les élèves qui en ont besoin, ils ne se retrouvent pas à la rue et sans perspectives, ce qui devrait au moins intéresser nos dirigeants du point de vue du coût social d'un jeune non formé. Quant à nous, nous n'obtenons aucune gratification en termes de salaire ou de carrière, mais nous avons le sentiment d'aider des jeunes à maîtriser leur destin et de prouver qu'il est possible pour chaque enseignant d'améliorer la qualité de son travail.

– **Options** : Alors que le contexte devrait rendre possibles toutes les innovations, le gouvernement a verrouillé ses choix. Les syndicats enseignants jouent-ils leur rôle pour en imposer d'autres, ou vous semblent-ils trop enfermés dans l'expression des angoisses et des frustrations enseignantes ?

– **Denis Baudequin** : On ne peut pas nier certaines crispations, dont nous venons d'expliquer les causes. Tant que l'éducation est considérée comme un coût et que les réformes ne proposent rien d'autre qu'une juxtaposition de dispositifs destinés à cacher les restrictions de moyens, sans la moindre consultation des personnels, comment adhérer à un projet gouvernemental ? Nous ne manquons pourtant pas de propositions pour rendre le système éducatif moins inégalitaire et plus efficace, et nous préférierions utiliser notre énergie à construire des perspectives qu'à nous défendre des attaques gouvernementales. Mais il faut reconnaître que nous avons du mal à nous faire entendre et que les mobilisations sont souvent nécessaires.

– **Jérôme Deauvieu** : Il y a eu des mobilisations importantes, ces dernières années, auxquelles se sont jointes les familles – en Seine-Saint-Denis, par exemple –, qui témoignent que, pour les milieux populaires, le diplôme reste l'ultime arme du faible sur le marché du travail. Les débats précédant le rapport Thélot ont également surpris les « experts » par l'intérêt qu'ils ont suscité, la qualité des échanges et les exigences exprimées par la population vis-à-vis de l'Éducation nationale. Les enseignants ne devraient donc pas se croire seuls, mais au contraire se sentir investis de cette demande sociale. Ils doivent aussi rester une force de proposition et d'innovation, parce que tous les élèves ont à y gagner des perspectives d'avenir, et pas seulement les plus en difficulté. Les syndicats ont évidemment des responsabilités dans le maintien d'un certain

THIERRY NECTOUX / CHAMBRENOIRE



Jérôme Deauvieu.

niveau de vigilance et d'échanges, mais aussi d'une certaine capacité de mobilisation. Dans ces conditions, il ne me semble pas exclu que, en cas de menace sur l'éducation, la population soit réceptive et soutienne une mobilisation enseignante.

– **Ghyslaine Richard** : La seule mission qui risque d'être assignée aux enseignants, s'ils ne se mobilisent pas, sera de faire le tri entre les élèves destinés aux études longues et la piétaille, qui accèdera tant que faire se peut à un « socle commun de connaissances » minimales. Comment empêcher une telle régression ? Ce n'est pas l'affaire des seuls enseignants. Cette évidence a encore été rappelée lors d'une récente conférence sur l'égalité salariale femmes-hommes : ce qui se joue dans les années d'école conditionne la vie des individus. Au sein de la Cgt, le débat est parfois compliqué, parce qu'il y a d'un côté les enseignants, qui n'admettent pas toujours qu'on discute de cela avec eux, et de l'autre côté les salariés, mobilisés sur des dossiers jugés plus urgents sur le court terme. Mais on ne sauvera pas l'École sans une prise de conscience et une mobilisation de toute la société. En tant que syndicalistes, il est de notre devoir de l'interpeller, de faire connaître les expériences, les innovations ; sinon, les enjeux ne seront pas explicités et nous ne pourrions pas peser sur les décisions. Le groupe École de la Cgt porte cette ambition de ne pas laisser les enseignants s'enfermer dans leurs débats, de les aider à revendiquer des objectifs exigeants pour l'École, un contenu de métier valorisant et reconnu, d'autres manières d'aborder les problèmes. Au mois de mars 2008, nous organisons une initiative sur la scolarité obligatoire de trois à dix-huit ans et sur la difficulté scolaire : nous espérons en faire un moment fort de réflexion collective et de convergences pour avancer dans le sens d'une École de la réussite pour tous et non dans celui que nous propose le gouvernement. ◀

THIERRY NECTOUX / CHAMBRENOIRE



Ghyslaine Richard.